

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Un-cercle-pusillanime-contre-le-gouvernement-de-Cristina-Fernandez-de-Kirchner>

# **Un cercle pusillanime contre le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner**

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information - Guerre des médias -

Date de mise en ligne : mardi 1er octobre 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les gouvernements de Néstor Kirchner et de Cristina Fernández ont reçu un lourd héritage de régression qui a été surmonté grâce des politiques économiques actives et d'inclusion. Cependant, le cercle d'information créé par les médias locaux d'opposition se répercute sur la vision que la presse internationale a de la gestion du gouvernement argentin.**

Le gouvernement de Néstor Kirchner a hérité, de la dictature militaire et des gouvernements de Menem et De la Rúa, d'un pays défait. Jamais dans son histoire le pays n'avait vécu un recul aussi brutal en si peu de temps que celui vécu entre le coup d'Etat militaire jusqu'à l'arrivée de Néstor Kirchner. Eric Hobsbawm a catalogué la Russie après la désintégration de l'URSS et l'Argentine depuis l'installation de la dictature militaire, comme les plus grandes régressions - en tant que civilisation - de notre temps.

Les gouvernements des Kirchner ont agi sur cette terre rasée et ont eu, surtout, le grand mérite de relever une économie en banqueroute et un pays brisé, économiquement et mentalement. Pour ce même motif, des secteurs ayant une haine historique du péronisme ont eu à les soutenir, reconnaissant le travail qui était entrain d'être fait.

Le sauvetage de l'Argentine a été mené à partir de décombres hérités, ne pouvant renouer avec l'expansion économique dans des moules établis avant la dictature militaire. La différence principale est la conséquence de la désindustrialisation et de l'ouverture accélérée de l'économie, mise en oeuvre par la dictature et par le gouvernement Menem, et, en même temps, la promotion de l'hégémonie du capital financier.

Après l'hyperinflation survenue lors du gouvernement de Raúl Ricardo Alfonsín - qui l'a mené à renoncer avant la fin de son mandat - Carlos Menem, bien qu'il fût élu en promettant « *la révolution productive* », a fait exactement le contraire, en mettant en application une politique radicalement libérale. En se servant du traumatisme de l'hyperinflation, son ministre de l'Économie, Domingo Cavallo, a imposé la parité entre le peso et le dollar. Ce qui signifiait que le gouvernement argentin renonçait à avoir une politique monétaire propre, émettant sa monnaie seulement quand des dollars entraient dans son économie.

Cette limitation a apporté de la stabilité monétaire, mais au prix d'un déficit budgétaire colossal, en dissimulant la débandade de la parité, tandis que les argentins jouissaient d'une valorisation subite mais non durable de leur monnaie. C'était une bombe à retardement, qui a seulement explosé quand Menem n'a pas réussi à choisir son successeur, et le radical Fernando De la Rúa a maintenu la politique de parité, jusqu'à ce que celle-ci ait imploré.

L'Argentine a plongé donc dans la plus grande crise économique, sociale et politique de son histoire, avec régression et instabilité, entraînant le pays à avoir cinq présidents en quelques jours, sous l'impact d'une convulsion sociale contre les banques, alors que le cours du dollar grimpeait de 1 à 4 pesos. Ceux dont l'argent était déposé ont vu comment leurs économies ont été réduites à ¼ de la valeur qu'ils croyaient détenir.

A ce moment est survenue la régression mentionnée par Hobsbawm, de vastes pans de la classe moyenne se trouvant prolétarisés, avec un chômage grimant à des niveaux inédits. Après une stabilisation relative, des élections ont été convoquées, où de nouveau Carlos Menem s'est présenté - promettant de dollariser directement l'économie argentine - et d'autres candidats, dont le gouverneur peu connu d'une province de l'extrême sud argentin, Néstor Kirchner.

Après avoir triomphé au premier tour et face à l'imminent échec contre Kirchner au deuxième tour, Menem a renoncé

à se présenter et Kirchner est devenu le gagnant. Le nouveau gouvernement a mis en pratique une politique anti-néolibérale, basée sur la croissance économique et la répartition des bénéfices, tandis que l'État récupérait un rôle actif dans le moteur de l'économie et dans la garantie des droits sociaux. En s'alliant au gouvernement de Lula - et après avec celui de Tabaré Vázquez d'Uruguay - le Mercosur a été relancé.

Pendant presque une décennie l'économie argentine a commencé à croître à un rythme très soutenu. La nouveauté étant le rôle que l'exportation du soja a commencé à tenir, occupant en partie la place des exportations industrielles, bien que celles-ci aient renoué avec un niveau important de développement, spécialement l'industrie automobile.

Avec un très fort niveau d'endettement hérité des gouvernements Menem et De la Rúa, et pratiquement sans patrimoine public, celui-ci ayant été privatisé par Menem - jusqu'à la compagnie pétrolière nationale YPF, qui avait permis l'autosuffisance énergétique de l'Argentine - Kirchner a imposé une renégociation du remboursement de la dette argentine. Une grande partie des détenteurs d'obligations a accepté de renégocier, sauf un résidu de 8 % environ, qui jusqu'à aujourd'hui cherche à imposer des sanctions à l'Argentine.

L'impulsion de la relance a été poursuivie par le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner, qui a continué en cette direction, malgré le poids de la campagne menée par les médias d'opposition.

Depuis la crise internationale, qui a débuté en 2008 et compte tenu des limites au crédit externe imposées par les organismes financiers internationaux en réponse à la renégociation de la dette, l'économie s'est mise à montrer des déséquilibres. Parmi ceux-ci, une inflation proche de 25 % et un manque de financements externes, ce à quoi le gouvernement a répondu avec des politiques de contrôle de change, introduisant un déséquilibre entre les cours officiels et parallèles de sa monnaie, le peso argentin.

Sur le plan social et politique - après la réélection de Cristina - le gouvernement a perdu des appuis et les tensions ont augmenté au sein même du péronisme, spécialement avec la principale centrale syndicale - la CGT - qui s'est mise à organiser des mobilisations contre le gouvernement, autour de revendications salariales. Dans l'enceinte politique, la loi de démocratisation des médias a été durement combattue par les entreprises de médias privés, qui ont réussi à freiner son application.

Dans ce contexte, la campagne internationale contre le gouvernement argentin s'est trouvée intensifiée, basée sur la reproduction et l'amplification des informations publiées par les médias d'opposition. Au Brésil ce sont les quotidiens *Clarín* et *La Nación* qui nourrissent les vieux médias pour diffuser ce qui se passe en Argentine.

La renationalisation d'YPF, récupérée des mains de l'entreprise espagnole Repsol, a fait que la presse internationale - en premier lieu l'Espagnole - se mette à attaquer systématiquement le gouvernement de Cristina, formant un vrai cercle informatif sur ce qu'il arrive effectivement dans le pays.

C'est une campagne de désinformation, qui ignore toutes les avancées en matière de relance de l'économie et sur le plan des politiques sociales, mettant en avant les scandales que les médias d'opposition compilent chaque semaine.

Maintenant, l'Argentine se trouve dans un dilemme, qui connaîtra son prochain chapitre lors des élections parlementaires du 27 octobre, avec la nouvelle composition du Parlement. Il va être très difficile que le gouvernement atteigne les 2/3 nécessaires pour réformer la Constitution. Sans cela, Cristina ne pourra pas se représenter pour un autre mandat. Si c'est le cas, deux ans d'incertitudes politiques seront ouverts pour la succession à la présidentielle argentine.

Emir Sader pour [Carta Maior](#) en portugais.

[Télam](#). Buenos Aires, le 29 septembre 2013.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, le 1er octobre 2013.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

*Post-scriptum :*

<p>* <b>Emir Sader</b> es filósofo y profesor de sociologie en la universidad del Estado de Rio de Janeiro (UERJ) y de la Universidad de São Paulo (USP).</p>
---